

Colloque UGTA/ Syndicat espagnol CCOO

Le secteur des hydrocarbures (1958-2010):
Problématiques, enjeux et stratégies

Mustapha MEKIDECHE

Conseil en Stratégie, 2MC

Alger, les 26 et 27 avril 2010

PLAN DE LA COMMUNICATION

- 1. UN DEMI SIECLE D'HISTOIRE DU SECTEUR
- 2. EVOLUTION ACTUELLE DE LA SCENE MONDIALE ENERGETIQUE
- 3. UN STATUT TOTALEMENT EXTERNALISE DU SECTEUR?
- 4. UN SECTEUR ECARTELE ENTRE DEUX STRATEGIES
- 5. LES GRANDES PROBLEMATIQUES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN
- 6. REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS
- CONCLUSION

1. UNE BREVE HISTOIRE DU SECTEUR: UNE CLE POUR COMPRENDRE LE PRESENT (1958-2008)

- 1.1. La question pétrolière et la poursuite de la guerre de libération nationale.
- 1.2. Des accords d'Evian (1962) à l'accord d'Alger de 1965.
- 1.3. De la révision de l'accord algéro- français (1965) à la nationalisation de février 1971
- 1.4. La disparition du président Boumediene (1978) et début de crise pétrolière et financière
- 1.5. La loi de 1986 révisée en 91 : un ajustement incontournable à la crise.
- 1.6. La loi 05/07 de juillet 2005 révisée par ordonnance 06/10 du 29 juillet 2006 sur les hydrocarbures: continuité ou rupture un consensus difficile à construire ?

2. Évolution actuelle de la scène énergétique mondiale :

Rupture ou consolidation des fondamentaux (2/1) ?

- Émergence de nouvelles régions pétrolières et gazières (Russie, Algérie, Caucase, Angola, Afrique équatoriale)
- Arrivée à maturité et/ou à déclin de certaines traditionnellement productrices (Mer du Nord, USA)
- Concurrence accrue sur les marchés financiers et ceux des hydrocarbures (pétrole papier, fonds souverains)
- Développement de technologies nouvelles dans les industries des hydrocarbures (gaz non conventionnel aux USA)
- Déréglementation du marché du gaz de l'UE, marché naturel pour le gaz algérien
 - L'Algérie ce n'est que:
 - 1% des réserves mondiales de pétrole soit le quinzième rang avec 9,2 milliards de baril,
 - 2,5 % des réserves mondiales de gaz, soient 4 500 milliards de m³ avec une durée de vie de 54,4 ans, selon BP^[1],
 - 2,2 % de la production mondiale selon les mêmes sources citées plus haut.

[1] BP Statistical Review of World Energy June 2008

2. Évolution actuelle de la scène énergétique mondiale :

Rupture ou consolidation des fondamentaux (2/2) ?

- Émergence de la forte demande chinoise et indienne
- Demande mondiale évaluée en 2006 par l'AIE à 84,7 mb/j avec des capacités mondiales de production de 88 millions de barils/jour (bl/j).
- L'OPEP avec une production de 38,8 mb/j en couvre 44 % soit un peu moins de la moitié
- Instabilité géopolitique dans certains pays exportateurs (Irak, Nigeria, Vénézuéla)
- La production non- OPEP devra atteindre son pic (peak oil) vers le milieu de la prochaine décennie (Nicolas Sarkis, 2008)
- La vraie question est celle de savoir si l'OPEP pourra produire les 46 millions de barils par jour en 2015 et 60 en 2030 considérés par l'AIE comme nécessaires au marché mondial à ces horizons.
- La transition énergétique à l'échelle industrielle a commencé

3. Le statut du secteur des hydrocarbures : Un secteur externalisé sans effet d'entraînement ? Une problématique interne mais globalisée

● ALGERIE

- Sécuriser sur le long terme la valorisation internationale de ses hydrocarbures et en priorité le gaz naturel,
- Construire un partenariat stratégique, commercial et technologique dans tous les segments de la chaîne hydrocarbures, les énergies renouvelables avec ses partenaires
- Utiliser la fenêtre de tir historique de disponibilité de ressources pour construire une économie diversifiée et compétitive

● RESTE DU MONDE

- UE veut assurer la sécurité à long terme approvisionnements énergétiques, à bas prix
- Les voisins de la rive sud de la Méditerranée veulent tirer profit des externalités positives des ressources énergétiques de leurs voisins pétroliers et gaziers,
- Les USA et la Chine veulent être parties prenantes (pression par la demande)

3. Le statut du secteur des hydrocarbures : Un secteur externalisé sans effet d'entraînement (2/2)? Le regard institutionnel

- 1965: Accord d'Alger qui reconduit le dispositif institutionnel français
 - 1971: Nationalisations
 - 1973-1986: Du choc au contre choc pétrolier
 - 1986: loi « libérale » de 86 révisée en 91
 - 2000-2008: Décennie de croissance due à l'augmentation des quantités et des prix
 - Promulgation en deux étapes loi 05/07 révisée ordonnance 06/10
- Les changements institutionnels se font en période de crise
 - Le nouveau cadre institutionnel: un consensus solide construit difficilement mais persistances de quelques questionnements non pris en charge.
 - Contraintes extérieures:
 - UE (marché du gaz)
 - OMC: double prix gaz

LE SECTEUR DES HYDROCARBURES ECARTELE ENTRE DEUX STRATEGIES

- LIBERALISATION OU OUVERTURE?
- DIVERSIFICATION OU RECENTRAGE SUR LES METIERS DE BASE ET LESQUELS?
- INTERNATIONALISATION OU REDEPLOIEMENT INTERNE?
 - DANS L'AMONT
 - DANS L'AVAL
 - DANS LES SERVICES

5. QUELQUES GRANDES PROBLEMATIQUES DU SECTEUR

- 1. Comment lever les contraintes extérieures?
 - Menace d'extinction du « double prix » de l'énergie (OMC)
 - Nouvelles conditions d'exportations de gaz vers l'UE (difficulté de la Sonatrach à accéder au marché espagnol)
 - Pressions de la demande mondiale sur le modèle à long terme d'exploitation des hydrocarbures (énergies non carbonées et diminution GES)
- 2. Comment lever les contraintes internes?
 - Comment instaurer un modèle de consommation énergétique sobre face au gaspillage avéré et encouragé par la structure des prix
 - Comment booster les énergies alternatives avec un

6. REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.1 Quelques repères

1. RESULTATS STABILISES DANS L'AMONT HYD.
2. FORTE DE CROISSANCE DANS L'AVAL PETROCH.
3. COOPERATION ENERGETIQUE DIVERSIFIEE:
résultats contrastés avec les pays rive nord
 - Amélioration avec la France: retour de GdF dans la recherche et obtention grand contrat pétrochimique par TOTAL, coopération nucléaire,
 - Difficulté avec l'Espagne: retrait du projet intégré de Gassi Touil aux Espagnols pour retard et barrière à l'entrée du marché de distribution espagnol pour Sonatrach;
 - Amélioration avec l'Italie: lancement projet de gazoduc GALSI;
 - Ouverture de discussions entre l'Algérie et la Commission de l'UE pour un partenariat stratégique

6.REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.1 Quelques repères

- Objectifs 2010:
 - Gaz: 85 milliards m³/an d'export
 - Pétrole: 2millions bbl/j de production
- Développement des gisements en association \$3,5 milliards (part SH , 68%)
- CA 2007:\$59 milliards,
- CA 2008:\$80 milliards(prévu)
- développement/modernisation Hassi Messaoud
- développement deTinhert+ Illizi

6. REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.1 Quelques repères (AVAL HYDROCARBURES 2008)

- Ce segment de marché connaît une croissance rapide: \$28 milliards engagés en JVC dont des groupes emirati et omanais, Orascom (Égypte), TOTAL (France) Fertiberia (Espagne).
- Lancement en 2008 de projets - en partenariat minoritaire de Sonatrach pour 8 projets pétrochimiques, engrais, ammoniac et Aluminium à Beni Saf, Arzew, Skikda

6. REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.1 Quelques repères

RESEAUX DE GAZODUCS INTERNAT ET GNL

- Lancement réalisation gazoduc Algérie/Espagne Medgaz (GZ4),
- Lancement des études pour le gazoduc Algérie Sardaigne (Galsi),
- Etude faisabilité en cours du gazoduc Afrique - Europe NIGAL (Nigeria, Algérie, Espagne)
- Gazoducs déjà opérationnels:
 - Gazoduc Italie E. Matei en extension pour 30 milliards de m³
 - Gazoduc F. Durrel 18 milliards de m³ de capacité
 - Contrats de GNL pour la Turquie, la Grèce, l'Espagne, la France, la Belgique et Angleterre (participation de la Sonatrach au terminal gazier Isle of Grain -UK-),

6.REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.1 Quelques repères

UN MARCHÉ ET UN CADRE

INSTITUTIONNEL NATIONAL ET EUROPEEN EN MUTATION.

- ✓ Libéralisation du secteur hydrocarbures:
 - Deux décennies de mise en œuvre >0 et de continuité du fait de la nouvelle loi (1986 - 2006) ,
 - Mais mise en place d'ajustements requis institutionnels (agences de régulation, instruments fiscaux plus incitatifs et impôts sur surprofits)
- ✓ Contraintes externes:
 - I. Construction du marché de l'énergie de l'UE (directive de 98)
 - Suppression de la clause « take or pay »
 - Suppression de la clause de destination
 - II. Accession OMC (problème du double prix du gaz)

6. REPERES et STRATEGIES DES ACTEURS

6.2. STRATEGIES DES ACTEURS

- 4.1. Les groupes pétroliers méditerranéens et internationaux
- 4.2. Les Gouvernements de la rive sud,
- 4.3. La Commission de l'UE,
- 4.4. Les Gouvernements des pays de la rive nord, membres de l'UE et ceux du reste du monde (USA, Chine, Russie)

6.2 STRATEGIES DES ACTEURS

Les groupes pétroliers et gaziers

- La Sonatrach:
 - Prendre pied dans l'aval: réseaux de distribution et terminaux GNL en Europe,
 - Élargir à l'étranger ses réserves amont (Libye, Tunisie, Mauritanie Égypte, Mali, Niger),
 - Diversifier son développement aval en partenariat (France, Espagne, pays du Golf)
 - Nouvelle stratégie de vente de gaz plus accrochée au prix du bbl.
- Les Groupes internationaux.
 - Reprendre position dans l'amont algérien peu exploré (GdF, Eni),
 - Adapter leur stratégie au nouveau cadre mis en place en Algérie,
 - S'engager dans les IDE de l'aval pétrolier et gazier,
 - S'associer avec la Sonatrach sur des opérations de recherche/production ailleurs dans le monde.

6.2. STRATEGIE DES ACTEURS

Les Gouvernements voisins

- Approvisionnement en gaz assuré par exemple pour la Tunisie et le Maroc par les gazoducs algériens vers Italie et Espagne
- Recherche de partenariats croisés: accès d'entreprises tunisiennes à l'amont algérien et participation de SH dans l'off shore tunisien et mauritanien,
- Contrainte de la non construction de l'UMA
- Investissements égyptiens et khalidji dans la pétrochimie algérienne (Orascom, Moubadala)

6.2. STRATEGIE DES ACTEURS

LA COMMISSION DE L'UE

- Construction difficile d'un marché unique énergétique européen,
- Particularités énergétiques nationales: place nucléaire et gaz (Espagne, Italie, France)
- Remise en cause inappropriée et unilatérale des contrats à long terme de gaz naturel (clauses de take or pay et de destination): une stratégie qui se retourne contre elle du fait du retournement du marché (plus de garantie de prix « indexé »)
- Retour à la concertation avec les exportateurs dont l'Algérie

6.2.STRATEGIE DES ACTEURS

Les Gouvernements des pays consommateurs

- Recherche de solutions énergétiques spécifiques de façon bilatérales (Italie/Algérie, Espagne/Algérie)
- Utilisation du rapport des forces dans les relations bilatérales(balance commerciale,obtention de contrats d'équipements,conventions particulières),
- Action politique et diplomatique sur l'UE
- Soutien de leurs groupes pétroliers respectifs(Total -France-,BP-USA et UK-)

Le jeu des acteurs: expansion des intérêts espagnols et limitation imposées à Sonatrach en Espagne(1/2)

● Repsol YPF:

- Gassi Touil Rhourde Nouss(48%)
- Gassi Chergui(48%)
- Reggane (33,75%)
- M' Sari Akbali (45%)
- TFT (30%)
- Issaouane (55%)
- GAS NATURAL
- ✓ Gassi Touil (32%)
- ✓ Gassi Chergui (32%)

● CEPSA

- Berkine (39,75%)
- Timimoun (11,25%)
- Bechar (20%)

Le jeu des acteurs: expansion des intérêts espagnols et limitation imposées à Sonatrach en Espagne(2/3)

- ✓ Présence de Sonatrach dans le capital des activités aval en Espagne
 - CEPESA Gas Commercializadora (30%)
 - GEPESA(30%)
 - SONACEP(50%)
 - SONATRACH Gas Commercializadora(100%)
 - BASF SONATRACH PROPANCHEM(49%)

Le jeu des acteurs: expansion des intérêts espagnols et limitation imposées à Sonatrach en Espagne(3/3)

● Achats de gaz à Sonatrach:

- GAS Natural: 9 milliards m³/an (GME Duran Farrell)
- CEPSA: 1,6 milliards m³/an (MEDGAZ)
- ENDESA: 1 milliard m³/an(MEDGAZ)
- IBERDROLA: 1,6 milliards m³/an(MEDGAZ)

○ Achats de GNL à Sonatrach:

- ✓ CEPSA: 1,03 milliard m³/an
- ✓ ENDESA: 1 milliard m³/an
- ✓ IBERDROLA: 1,5 milliards m³/an

Source: Aurelia Mane Estrada, GATE, Universitat de Barcelona (Revue n°71 Confluences Méditerranée)

CONCLUSION

- Définir un consensus national sur le profil optimal à long terme d'exploitation du gaz naturel (interne et exportations)
- Réévaluer régulièrement et en toute transparence les coûts du gaz en tant qu'inputs industriels (cimenteries, électrométallurgie, pétrochimie) à l'exclusion de l'électricité, dessalement d'eau de mer et usage domestique
- Implanter un modèle de consommation énergétique plus sobre (diésélisation excessive du parc routier)
- Redéfinir avec l'UE le contenu d'un partenariat énergétique gagnant/gagnant avec la fermeture du marché US de GNL
- Aller vers les marchés asiatiques du gaz (Inde, Chine, Japon)
- Lancer un programme d'énergies nouvelles moins timoré et plus consistant
- Investir plus dans les hommes et les technologies pour consolider les savoirs faire collectifs développés par le pays dans le secteur des hydrocarbures